



UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Par Regine.lefevre7@hotmail.fr

Revue de presse

No 432 en date du 12.07.2019

Dans le cadre des 88 pays et états appartenant à la Francophonie institutionnelle
<https://www.francophonie.org/statut-et-date-adhesion-Etats-et-gouvernements-28647.html>
et des pays et états non adhérents à la Francophonie institutionnelle (Algérie, Azerbaïdjan et Vallée d'Aoste) dans
lesquels se situent des sections de l'Union de presse francophone

Toutes les informations et tous les communiqués en provenance des sections de l'UPF sont gérés par UPF internationale
Seules les informations concernant ces sections faisant l'objet d'une publication dans la presse sont reprises dans la revue

SOMMAIRE

1 – PARIS-MATCH – « Le magazine vend ses photos en ligne »

2 – DESSIN DE PRESSE – « Le dessinateur de presse Plantu a choisi de confier l'essentiel de sa collection de dessins à la Bibliothèque nationale de France (BnF) »

3 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE AU TOGO – « L'UPF-Togo a rencontré la Délégation de l'Union européenne »

4 – LA 5G A MONACO - « Monaco, premier État d'Europe entièrement couvert par la 5G »

5 – JOURNALISME – « Tour d'horizon des nouvelles pratiques journalistiques constructives »

6 – GOUVERNEMENT EN THAILANDE – « Le nouveau gouvernement 36 membres »

7 – LIBERTE D'EXPRESSION – « RSF : A l'occasion de la Media Freedom Conférence, les rapporteurs spéciaux des Nations-Unies et de plusieurs institutions internationales affirment que le contrôle par les entreprises privées de la liberté d'expression est une menace majeure »

8 – JOURNAL EN FRANCE – « En difficulté économique, le journal *Sud-Ouest* va supprimer 132 postes »

9 – PRESSE AU MALI – « Certains médias objet d'ostracisme et de discrimination : Yaya Sangaré est sollicité au Parlement de la presse »

1 – PARIS-MATCH – « Le magazine vend ses photos en ligne »

<https://www.cbnews.fr/medias/image-paris-match-vend-ses-photos-ligne-44885>

Mardi 9 juillet 2019

Par Thomas Moysan

Le magazine Paris Match a annoncé l'ouverture d'une boutique en ligne, en partenariat avec ArtPhotoLimited. Le principe : permettre d'offrir à un prix raisonnable un tirage d'une photographie parue dans le magazine depuis sa création.

Paris Match vend ses plus belles photographies, « parce qu'elles sont les grands témoins de l'Histoire, parce qu'elles ont marqué la vie des français, parce qu'elles provoquent les passions et suscitent les émotions, il paraissait évident pour Paris Match de partager ce patrimoine », indique le magazine. Accessible via le site de Paris Match, la boutique en ligne regroupe trois thématiques : cinéma, musique et art & littérature. 160 photographies réalisées par quatre photographes du magazine (Michou Simon, Jack Garofalo, André Sartres et Michèle Rival de Rouville), sont disponibles à la vente. De nouvelles thématiques seront ouvertes prochainement.

Chaque tirage est en édition limitée à 300 exemplaires et livré avec un certificat d'authenticité. Les photographies peuvent être commandées en plusieurs formats (de 30x20 cm à 150x100 cm) et avec plusieurs finitions (encadrée ou non, montée sur support aluminium).

Pour le lancement de la boutique en ligne, Paris Match propose des tarifs réduits, avec des tirages à partir de 69 euros au lieu de 89 euros. « Grace à la collaboration de Paris Match et d'ArtphotoLimited, s'offrir un tirage encadré d'une photo qui a fait l'actualité du magazine devient facile et abordable.

Ce fonds photographique est aujourd'hui un véritable trésor national que la rédaction est heureuse de partager avec les lecteurs », déclare Gwenaëlle de Kerros, directrice du développement de Paris Match.

2 – DESSIN DE PRESSE – « Le dessinateur de presse Plantu a choisi de confier l'essentiel de sa collection de dessins à la Bibliothèque nationale de France (BnF) »

<https://www.cbnews.fr/medias/image-plantu-confie-ses-dessins-bnf-44768>

Lundi 8 juillet 2019

Le dessinateur de presse Plantu a choisi de confier l'essentiel de sa collection de dessins à la Bibliothèque nationale de France (BnF), a annoncé l'institution.

« C'est à la Bibliothèque nationale de France que Plantu a choisi de confier des milliers de dessins publiés dans de nombreux journaux depuis plus de 50 ans. Cet ensemble exceptionnel sera bientôt accessible sur Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF », s'est félicitée la BnF dans un communiqué.

Le fonds confié par Plantu à la BnF comprend un don de 500 dessins. Quelque 20.000 pièces font par ailleurs l'objet d'un dépôt.

Réalisés du début des années 70 à aujourd'hui, ces dessins proviennent essentiellement du journal Le Monde mais aussi d'une quarantaine d'autres titres, depuis La vie du Rail ou Bonne soirée, qui marquent les débuts du dessinateur, en passant par Le Pèlerin et L'Express

« Ces dessins constituent une véritable illustration de l'actualité française et internationale de ce demi-siècle écoulé », a souligné la BnF. L'ensemble comprend aussi de nombreux projets non publiés, des études et croquis préparatoires ainsi que des impressions couleurs. Au début de l'année, plus d'un millier de dessins de Georges Wolinski, l'un des dessinateurs assassinés dans l'attentat contre Charlie Hebdo, avaient déjà été mis en accès libre sur Gallica.

« L'arrivée dans Gallica de la collection de Plantu marque une étape décisive : elle consacre la place du dessin de presse contemporain dans les collections de la BnF, à la fois comme patrimoine artistique et comme source d'informations inépuisable pour étudier l'esprit de notre époque », a insisté la BnF.

L'institution fondée par Richelieu avait organisé l'an dernier une exposition consacrée à Plantu.

3 – UNION DE PRESSE FRANCOPHONE AU TOGO – « L'UPF-Togo a rencontré la Délégation de l'Union européenne »

<https://www.icilome.com/actualites/867303/l-upf-togo-a-rencontre-la-delegation-de-l-union-europeenne>

Mardi 9 juillet 2019



Le président de l'Union internationale de la presse francophone, section togolaise (UPF-Togo), Loïc Lawson, à la tête d'une délégation de cette association, a rencontré le ministre Conseiller de la Délégation de l'Union européenne (UE) au Togo, Bruno Hanses.

La section togolaise de l'UPF a été reçue au siège de l'institution à Lomé. Il s'agit d'une visite de courtoisie, visant à présenter le nouveau bureau de l'UPF, surtout que la Délégation de l'UE au Togo a accompagné activement les assises internationales de l'UPF à Lomé en 2015 , a précisé Loïc Lawson, président de l'UPF-Togo.

Le bureau de l'UPF-Togo, à en croire son président, a profité de l'occasion pour présenter son plan d'action et les activités à mener dans les jours à venir à la Délégation de l'UE. « Nous avons été très heureux de l'accueil très chaleureux et du sens de l'écoute de la Délégation de l'UE », s'est réjoui Loïc Lawson.

Depuis son élection le 17 mai dernier, le nouveau bureau de l'UPF-Togo n'a cessé de se faire parler de lui à travers des activités bien ciblées qui, il faut le dire, réunissent des journalistes. On en veut pour preuve « un journaliste, un arbre » organisé dans le cadre de la journée internationale de l'arbre le 1er juin dernier. Une activité qui a connu un très grand succès.

Pour rappel, l'UPF est plus ancienne association francophone des journalistes reconnue par les organisations internationales, notamment ONU, UNESCO, OIF, etc. Elle regroupe plus de 3 000 journalistes répartis dans 110 pays ou régions du monde.

4 – LA 5G A MONACO - « Monaco, premier État d'Europe entièrement couvert par la 5G »

<https://www.lapresse.ca/affaires/techno/201907/09/01-5233275-monaco-premier-etat-deurope-entierement-couvert-par-la-5g.php>

Mardi 9 juillet 2019



Mobilier urbain ou offices du tourisme connectés : l'opérateur Monaco Telecom a voulu exposer les avancées rendues possibles par la 5G, inaugurée en Principauté avec des équipements de Huawei, le groupe au coeur de la bataille commerciale américano-chinoise.

« Nous devenons le premier État entièrement couvert en 5G », s'est félicité le président de Monaco Telecom, Etienne Franzi, « il s'agit du premier pilier du programme "Extended Monaco", porté par la Principauté, et qui nous permettra de basculer totalement dans le numérique ».

Présenté début mai, ce programme vise à accélérer la transition vers le numérique de la Principauté, afin de profiter de la petite taille du territoire pour transformer la ville en laboratoire numérique.

Le nouveau réseau doit en effet permettre à la Principauté de déployer toute une série de services, tant dans le domaine des transports que dans ceux liés à la sécurité.

« C'est un changement de paradigme qui nous permet de connecter notre vie au numérique. À Monaco, la 5G est la promesse d'une meilleure qualité de vie pour tous et d'opportunités exceptionnelles. Elle permettra d'adapter la vie à nos besoins », a déclaré le délégué interministériel responsable de la transition numérique de la Principauté, Frédéric Genta.

Pour Huawei, que les États-Unis accusent d'être utilisé par Pékin à des fins d'espionnage, il s'agit d'une opportunité de se présenter sous un visage favorable. Washington a interdit un temps aux groupes technologiques américains de commercer avec Huawei, avant de lever partiellement cette mesure.

« Monaco est un territoire peu étendu, ce qui nous permet d'en faire une vitrine dans un certain nombre de domaines, notamment en associant le développement de la 5G à celui de la ville intelligente. Cela pourra servir de modèle pour d'autres opérateurs et États », a déclaré à l'AFP le vice-président de Huawei, Guo Ping.

Parmi les exemples d'utilisation présentés à Monaco, le spécialiste du mobilier urbain Clear Channel a présenté ses abribus connectés équipés de wifi et proposant des services additionnels.

Les pompiers de la Principauté disposeront pour leur part de drones permettant la diffusion d'images en qualité 4K et en temps réel, grâce à la très faible latence offerte par la 5G, qui leur permettront de mieux surveiller les éventuels incidents dans l'ensemble de la ville.

Course mondiale à la 5G

Dans la bataille commerciale entre Chinois et Américains, Washington a demandé à ses principaux alliés, en particulier européens, de se passer des équipements chinois dans leurs futurs réseaux 5G.

Malgré cette campagne, l'équipementier chinois a annoncé à l'AFP avoir signé 50 contrats dans le monde, dont 28 avec des opérateurs européens, pour des équipements réseaux 5G.

La course à la 5G est devenue un élément de communication entre les principales nations, chacun voulant démontrer qu'elle n'est pas en retard sur cette nouvelle technologie mobile qualifiée de « principale révolution depuis l'électricité », comme l'a expliqué M. Fanzi.

Les opérateurs américains ont été les premiers à dégainer, fin 2018, en annonçant une couverture 5G, pour des usages d'internet fixe, dans plusieurs villes américaines. Début 2019, des villes comme Minneapolis ou Chicago ont bénéficié des premiers usages mobiles de la 5G.

Mais c'est la Corée du Sud qui a frappé le plus fort, en annonçant début avril la couverture de la totalité de son territoire de son territoire par ses trois opérateurs nationaux en 5G.

En Europe, la Suisse, la Finlande et l'Estonie font partie des premiers pays à avoir commencé à déployer de la 5G, alors que parmi les grandes nations, l'Allemagne vient tout juste d'attribuer aux opérateurs les fréquences nécessaires. La France doit en faire de même durant le dernier trimestre de l'année.

Pour autant, peu de fabricants de téléphones disposent pour l'heure d'appareils compatibles aux nouveaux réseaux. Parmi les trois principaux fabricants, Samsung et Huawei viennent de lancer une version de leur S10 et Mate 20 en version 5G, ce qui n'est pas encore le cas d'Apple.

« En Chine, 6 à 7 fabricants ont vu leurs appareils validés pour les réseaux 5G », a précisé à l'AFP M. Ping.

5 – JOURNALISME – « Tour d’horizon des nouvelles pratiques journalistiques constructives »

https://www.meta-media.fr/2019/07/10/du-journalisme-chien-de-garde-au-journalisme-chien-guide-tour-dhorizon-des-nouvelles-pratiques-journalistiques-constructives.html?fbclid=IwAR38AYbgHI1QsCcU8B_8pXJJTXecr5Qt2-IQftMs0KYsx90VMv2WRgZZZEc

Mercredi 10 juillet 2019

Par Barbara Chazelle, France Télévisions, Prospective et MediaLab

Du journalisme « chien de garde » au journalisme « chien guide » : tour d’horizon des nouvelles pratiques journalistiques constructives.

"Where it bleeds, it leads". Les événements relayés par les médias sont principalement négatifs et leur traitement dans les médias tend à renforcer leur caractère anxiogène. Cette négativité a un impact direct sur la consommation de nouvelles. 32% des personnes interrogées par le Reuters Institute dans sa dernière étude annuelle évitent régulièrement ou parfois les actualités.

"La négativité conduit à un manque de confiance, car la société décrite par les médias n’est pas celle que les gens voient", explique Nina Fasciaux, rédactrice et coordinatrice du Solutions Journalism Network en Europe, qui est intervenue lors du Festival de l’Info Locale fin juin à Nantes. "Mais lorsque l’on propose une solution, le public est plus réceptif à l’information : 52% sont plus enclins à lire plus d’articles du même journal et 60% à partager l’article."

Certains médias ou organisations dans le monde ont d’ores et déjà tenté de corriger le tir à travers diverses initiatives. Journalisme positif, d’impact, de solutions, de construction... On utilise parfois un terme pour un autre, mais les approches diffèrent quelque peu. Tour d’horizon.

Le journalisme positif

Le journalisme positif ou journalisme de bonnes nouvelles se concentre... sur les nouvelles positives. Bonne humeur garantie.

Le journalisme constructif

Ulrik Haagerup, ancien patron de l’info de l’audiovisuel public danois (DR) et fondateur du Constructive Institute, affiche l’ambition de changer la culture des médias d’ici à cinq ans. Pour ce faire, le journalisme constructif émet un certain nombre de principes à suivre.

Le journalisme constructif s’appuie sur des méthodes de psychologie positive dans la couverture de l’actualité, impliquant davantage le public en tâchant de créer des liens dans polariser. Le journaliste devient un "médiateur" qui regarde vers le futur et répond à la question "qu’est-ce qu’on fait maintenant".

À noter que le journalisme constructif est européen et n’existe pas Outre Atlantique.

Il reste relativement complexe à appréhender faute de consensus clair sur la méthodologie. Considérant le projet trop vague, la BBC a ainsi choisi de s'orienter vers un "solutions focused journalism".

Le journalisme de solutions

Le journalisme de solution enquête sur une ou plusieurs réponses à un problème, en s'intéressant à leur fonctionnement et à leur efficacité.

Le journalisme de solution ne propose pas de remède miracle et ne fait pas la promotion d'une solution plutôt qu'une autre, mais propose un bilan des avantages et des inconvénients. L'article doit répondre à la question "qui fait mieux".

"Parfois, une réponse n'est pas une solution. Mais même si le résultat est insatisfaisant, cela reste néanmoins intéressant à raconter. C'est pourquoi je préfère parler de journalisme de réponse", explique Nina Fasciaux.

Elle conseille aux journalistes qui veulent se lancer "d'enlever tout le vocabulaire positif" de leur article afin d'éviter de tomber dans le piège du plaidoyer.

Le Learning Lab du Solutions Journalism Network propose par ailleurs un guide de base pour qui voudrait aller plus loin dans la méthodologie et a recensé plus de 6000 enquêtes correspondant à leurs critères.

Le journalisme de solutions se distingue du journalisme d'impact :

"Notre mission première reste d'informer. Si l'on crée de l'impact, de l'inspiration, c'est un bonus" précise Nina Fasciaux.

Le journalisme d'impact

L'objectif final affiché du journalisme d'impact est l'engagement de la part du citoyen. Les articles visent ainsi à encourager certains projets ou initiatives. Le but est l'action, l'activation de communauté(s).

Sur le site espagnol En positivo, on trouve par exemple cette déclaration :

"Le journalisme en tant qu'outil de service social ne doit pas rester uniquement une simple interprétation de la réalité ; il peut aussi et doit inviter à l'action, générant finalement un impact positif sur l'environnement immédiat."

Cela se traduit aussi par des rubriques "passez à l'action", avec des tutos Do it Yourself sur le site de Kaizen ou via des pétitions en ligne à l'instar du journal néerlandais De Correspondent ou du chatbot d'information Voxe.

Le risque pour un journaliste, c'est de "fleureter avec l'activisme" selon Nina Fasciaux. Toutes ces approches visent à renouveler la pratique journalistique et à renforcer le lien avec le public. Rares sont les sites qui se revendiquent que d'une seule approche. La plupart du temps, il s'agit d'articles ponctuels ou de numéros spéciaux. L'idée étant d'équilibrer au maximum la ligne éditoriale du média.

"On aura toujours besoin du journalisme "chien de garde" qui met les problèmes en lumière. Mais il faut aussi un journalisme "chien guide" qui éclaire sur les solutions" conclut Nina Fasciaux.

6 – GOUVERNEMENT EN THAILANDE – « Le nouveau gouvernement 36 membres »
<https://www.thailande-fr.com/politique/87750-la-thailande-a-un-nouveau-gouvernement>

Mercredi 10 juillet 2019



Près de quatre mois après les élections générales du 24 mars, le gouvernement du Premier ministre Prayut Chan-o-cha a été officiellement annoncé après la publication de sa composition dans la Gazette royale aujourd’hui.

Le gouvernement regroupe des membres du gouvernement militaire mis en place après le coup d’État de 2014, ainsi que des personnalités politiques membres des partis qui forment la coalition gouvernementale avec le parti pro-militaire PRRP.

Le général Prayut cumule les fonctions de Premier ministre et ministre de la Défense dans le Gouvernement de 36 membres, tandis que le Général Chaicharn Changmongkol est vice-ministre de la Défense.

Le général Prawit Wongsuwon, M.Somkid Jatusripitak et M.Wissanu Krea-ngam sont nommés vice-premiers ministres.

Jurin Laksanavisit, chef du parti démocrate, est nommé vice-Premier ministre et ministre du Commerce.

Anutin Charnveerakul, chef du parti Bhumjaithai, est vice-Premier ministre et ministre de la Santé publique.

Le gouvernement ne compte que trois femmes sur 36 ministres, occupant des postes subalternes.

Composition du gouvernement

- Le général Prawit Wongsuwan, Somkid Jatusripitak et Wissanu Krea-ngarm, vice-premiers ministres.
- Jurin Laksanawisit, vice-Premier ministre et ministre du Commerce.
- Anutin Charnvirakul, vice-Premier ministre et ministre de la Santé publique.
- Tewan Liptapallop, ministre du cabinet du premier ministre.
- Le général Prayut Chan-o-cha, ministre de la Défense.
- Général Chaicharn Changmongkol, Vice-ministre de la Défense.
- Uttama Savanayana, ministre des Finances.
- Santi Prompat, vice-ministre des Finances.
- Don Pramudwinai, ministre des Affaires étrangères.
- Pipat Ratchakitprakarn, ministre du Tourisme et des Sports.
- Chuti Krairiksh, ministre du Développement social et de la Sécurité humaine.
- Suwit Mesinsee, ministre des universités, des sciences, de la recherche et de l'innovation.
- Chalermchai Sri-on, ministre de l'Agriculture et des Coopératives agricoles.
- Capitaine Thammanat Prompao, sous-ministre de l'Agriculture et des Coopératives agricoles.
- Mananya Thaiseth, sous-ministre de l'Agriculture et des Coopératives agricoles.
- Prapat Pothasuthon, sous-ministre de l'Agriculture et des Coopératives agricoles.
- Saksayam Chidchob, ministre des Transports.
- Athirath Rattanaseth, sous-ministre des Transports.
- Thaworn Senneam, sous-ministre des Transports.
- Puttipong Punnakanta, ministre du numérique pour l'économie et la société.
- Varavuth Silpa-archa, ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement.
- Sontirat Sontijirawong, ministre de l'Énergie.
- Veerasak Wangsuppakitkoson, sous-ministre du Commerce.
- Le général Anupong Paochinda, ministre de l'Intérieur.
- Nipon Boonyamane, sous-ministre de l'Intérieur.
- Songsak Thongsri, sous-ministre de l'Intérieur.
- Somsak Thepsuthin, ministre de la Justice.
- M. Chatu Mongol Sonakul, ministre du Travail.
- Itthiphol Khunpluem, ministre de la Culture.
- Nataphol Teepsuwan, ministre de l'Éducation.
- Khunying Kalaya Sophonpanich, vice-ministre de l'éducation.
- Kanokwan Wilawan, sous-ministre de l'Éducation.
- Satit Pitutacha, sous-ministre de la Santé publique.
- Suriya Juangroongruangkit, ministre de l'Industrie.

7 – LIBERTE D'EXPRESSION – « RSF : A l'occasion de la Media Freedom Conférence, les rapporteurs spéciaux des Nations-Unies et de plusieurs institutions internationales affirment que le contrôle par les entreprises privées de la liberté d'expression est une menace majeure »

<https://rsf.org/fr/actualites/la-communaute-internationale-salarme-enfin-des-menaces-digitales-denoncees-par-rsf>

Mercredi 10 juillet 2019

Par RSF



La communauté internationale s'alarme enfin des menaces digitales dénoncées par RSF

A l'occasion de la Media Freedom Conference qui se tient à Londres les 10 et 11 juillet 2019, les rapporteurs spéciaux des Nations Unies et de plusieurs institutions internationales affirment que le contrôle par les entreprises privées de la liberté d'expression est une menace majeure. Cette déclaration rappelle tout le sens de l'initiative internationale sur l'Information et la Démocratie portée par RSF depuis novembre 2018.

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye, ainsi que ses homologues de l'Organisation pour la sécurité et coopération en Europe (OSCE), Harlem Désir, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), Edison Lanza, et de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), Laurence Mute, ont publié le 10 mai leur 20e déclaration commune sur la liberté d'expression, à l'occasion de la *Media Freedom Conference* organisée par les gouvernements britannique et canadien.

En reconnaissant que le contrôle par les entreprises privées de notre environnement constitue une menace majeure sur la liberté d'expression, cette déclaration a fait écho à l'initiative internationale sur l'Information et la Démocratie lancée par Reporters sans frontières (RSF) en novembre 2018.

Portée par une Commission de renommée mondiale, cette initiative demande à toutes les parties prenantes - Etats et plateformes - de travailler aux côtés de la société civile pour développer de nouvelles garanties et solutions pour une information fiable et plurielle à l'heure de l'information digitale.

« La désinformation qui empêche les citoyens de se faire un jugement éclairé, les bulles algorithmiques qui mettent à mal le pluralisme, la concurrence déloyale entre les contenus conformes idéaux du journalisme et la propagande ou la rumeur... sont autant de défis pour la liberté d'opinion et d'expression, explique Christophe Deloire, Secrétaire général de RSF et co-président de la Commission internationale sur l'Information et la démocratie. Ils surviennent en même temps que les opportunités offertes par l'économie numérique, comme le souligne cette déclaration importante. »

Shirin Ebadi, Lauréate du Prix Nobel de la Paix, qui co-présidait cette Commission, se réjouit de la prise de conscience qui émerge à Londres : *« C'est l'occasion de mettre en exergue les disruptions technologiques qui affectent l'espace global de la communication et de l'information. Par exemple, l'évolution des business models des médias, le risque de s'enfermer dans certains types de contenus sur une plateforme, ou encore la propagande en ligne. Nous sommes heureux de voir que la communauté internationale commence à parler de ces sujets que nous portons depuis plusieurs mois. »*

« L'initiative de RSF crée un espace de travail pertinent, impliquant toutes les parties prenantes, pour répondre concrètement aux phénomènes qui peuvent mettre en danger les principes intemporels de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, précise Thomas Friang, responsable du service Plaidoyer de RSF. Cette déclaration s'ajoute au soutien des 12 États que nous avons engagés dans cette initiative depuis novembre 2018. ».

Cette déclaration arrive à point nommé. Elle insiste sur l'importance d'un contrôle indépendant par les parties-prenantes de la société civile fondé sur le corpus international existant. Elle confirme la montée en puissance de l'initiative Information et Démocratie en vue du G7 qui se tiendra du 24 au 26 août à Biarritz et de l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre prochain.

Initiée par RSF, *Information et la Démocratie* a amorcé un processus diplomatique. Il est porté par une alliance de 20 Etats démocratiques pour élaborer un partenariat international et le forum de la société civile en charge de sa mise en oeuvre.

8 – JOURNAL EN FRANCE – « En difficulté économique, le journal *Sud-Ouest* va supprimer 132 postes »

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/en-difficulte-economique-le-journal-sud-ouest-va-supprimer-132-postes-1562775398>

Mercredi 10 juillet 2019

Par Yves Maugue, France Bleu Gironde, France Bleu La Rochelle

Le président du directoire du groupe Sud-Ouest a annoncé ce mercredi aux salariés la mise en place dans l'année à venir d'un plan de départs volontaires qui concernera 132 personnes dont 20 journalistes. Le bureau d'Angoulême sera fermé.

Confronté à une baisse régulière de sa diffusion papier de 6 à 7% chaque année, le journal Sud-Ouest, comme beaucoup d'autres titres de presse écrite, connaît des difficultés économiques importantes.

Ce mercredi, le président du directoire du groupe, Patrick Venries, qui a pris la succession d'Olivier Gerolami au mois de mai dernier, a rassemblé les salariés au siège du journal quai des Queyries à Bordeaux. Il leur a brossé un tableau assez pessimiste de la situation avant d'annoncer la mise en place très rapidement d'un plan de départs volontaires qui concernera 132 personnes. 20 journalistes intégreront ce PDV, qui devra être réalisé dans les douze prochains mois.

Par ailleurs le bureau d'Angoulême va fermer ses portes. C'est là que Patrick Venries avait lui-même débuté sa carrière au sein du journal en 1990 avant de rejoindre Bordeaux. Mais ce choix est expliqué notamment par l'implantation sur place de la Charente-Libre, un titre qui appartient également au groupe Sud-Ouest.

En 2014, la direction du journal Sud-Ouest avait déjà annoncé un plan de départs volontaires de 126 salariés.

9 – PRESSE AU MALI – « Certains médias objet d'ostracisme et de discrimination : Yaya Sangaré est sollicité au Parlement de la presse »

<https://maliactu.net/mali-certains-media-objet-dostracisme-et-de-discrimination-yaya-sangare-est-sollicite-au-parlement-de-la-presse/>

Lundi 8 juillet 2019 Par Youssouf Sissoko

Certains médias (journaux, radios, Télévisions,...) sont discriminés dans la couverture des activités du gouvernement.

Ils ne sont impliqués ni aux tournées du Président de la République, ni celles du Premier ministre, encore moins les visites des ministres sur le terrain. Ils font l'objet d'ostracisme et de discrimination dans la couverture parce qu'on leur a collé l'étiquette de presse d'opposition. Le Ministre de la communication, chargé des relations avec les institutions, porte-parole du gouvernement, est fortement interpellé pour qu'il rectifie le tir et permette à la presse dans son ensemble d'accomplir sa mission de services publics.

En plus du Ministre de la Communication qui est le premier interlocuteur de la Presse, les organisations patronales de la presse, comme la Maison de la Presse, l'ASSEP, l'URTL, l'APPEL, sont également interpellées. Que doivent-ils faire pour permettre à la presse d'être performante et à égalité des traitements par les autorités ?

L'une des prouesses du combat démocratique au Mali est la liberté de la presse. Il y a au Mali plus de 200 journaux et autant de radios, donc la diversité dans le traitement de l'information est garantie dans notre pays. Mais là où le bât blesse, c'est non seulement la qualité qui laisse à désirer, mais aussi et surtout la discrimination que beaucoup de media font l'objet de la part des hautes autorités. Est-il normal que près de trois décennies après l'avènement de la démocratie que la presse malienne se trouve encore à l'état de balbutiement par la faute de nos dirigeants ? Le bilan de la démocratie en termes de presse est très mitigé. L'espace médiatique est d'autant libre au Mali que tout le monde est journaliste. A qui la faute ? A l'Etat d'abord, qui peine à rendre professionnel ce domaine par sa prise en charge sur le plan matériel et en termes de formations et cela de façon continue. A cela s'ajoute, la discrimination de certains médias auxquels on a collé l'étiquette de media à la merci de tel ou tel. A titre illustratif, les visites du Président de la République, celles du PM ou des ministres ne sont couvertes que par les media dits proches du régime ou qui sont à la solde de tel ou tel ministres. Ni la qualité des media en question, ni le professionnalisme des hommes dans le traitement de l'information ne sont des critères de choix. C'est pourquoi nous interpellons d'abord le ministre de la Communication, chargé des relations avec les Institutions et porte-parole du gouvernement, notre premier interlocuteur, à s'impliquer *d'avantage* pour que ce traitement discriminatoire, voire inéquitable, dont sont victimes certains médias puissent être corrigés. Yaya Sangaré n'est pas le seul interpellé au parlement de la presse. Il y a aussi les associations patronales de la presse comme la Maison de la Presse, l'ASSEP, l'URTL, l'APPEL, pour ne citer que celles-ci, le sont également pour défendre avec brio les droits de leurs confrères pour un traitement équitable entre les media par l'Etat. Si tant est que les associations patronales de la presse, ont pour mission de protéger leurs confrères et leurs droits, Dramane Alou Koné, Bassidiki Touré, Dante et Modibo Fofana sont interpellés afin qu'ils se battent pour lever cet obstacle qui nuit non seulement à l'épanouissement de la presse au Mali, mais aussi et surtout, empêche les journalistes d'être à équidistance et neutre dans le traitement de l'information.

En somme, si le Ministre de la Communication nous a sollicités pour aider à construire la paix par des propos adoucissants sans déformer la réalité, nous l'interpellons à notre tour pour qu'il s'implique fortement afin de permettre à tous les media d'avoir accès à l'information et d'être traité sur les mêmes pieds d'égalité.